

## **projet d'avenant à la convention relative à la création du service commun « communication »**

### **préambule :**

*Les actions de communication portées par le service commun nécessitent un recours régulier à des prestations de service, notamment dans le cadre de travaux d'impression, de diffusion audiovisuelle ou encore d'insertion d'annonces. Les dépenses qui en découlent relèvent d'actions portées par les différents budgets de la commune, du CCAS ou de l'EPCI, parfois de manière conjuguée. Il en résulte une complexité dans la gestion quotidienne de la relation aux fournisseurs : pluralité des émetteurs de bons de commande, pluralité des circuits de validation, fractionnement de la relation contractuelle dans le cas d'actions portées par plusieurs budgets... A rebours de l'objectif de simplification portée par le service commun, cette situation engendre une complexité administrative que le présent avenant tend à réduire.*

*Par ailleurs, la clé fondant la répartition des charges du service commun, telle qu'elle est fixée par la convention, repose sur des indicateurs que la direction de la communication peine à recenser au fil des actions menées. C'est notamment le cas de l'estimation du volume horaire de travail relatif à chaque dossier pris en charge ainsi qu'aux quantités de documents reprographiés. Dans le même objectif de simplification, il est envisagé de figer la répartition du coût du service commun.*

### **article 1 : périmètre du service commun**

Le premier paragraphe de l'article 4 de la convention relative à la création du service commun est modifié comme suit :

Sont constitutifs des dépenses du service commun porté par Terres d'Argentan Interco :

1. la rémunération des agents du service « communication » érigé en service commun ;
2. les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (locaux, matériel, fourniture) sur la base d'un forfait par agent (à défaut de forfait fixé, les frais généraux imputables à chaque agent seront valorisés à hauteur de 5% du coût employeur de l'agent) ;
3. les frais spécifiques liés au fonctionnement du service, indistinctement de l'établissement concerné (solutions logicielles communes, formation des agents du service...) ;
4. les dépenses concourant à la réalisation des actions de communication confiées au service (notamment les prestations d'imprimerie, de conception graphique, d'insertions d'annonce, de diffusion).

### **article 2 : suivi des dépenses**

Les dépenses de personnel et les frais généraux inhérents au fonctionnement du service (1. et 2. de l'énumération prévue à l'article 1) donnent lieu à la tenue d'un tableau de bord alimenté mensuellement par la direction des ressources humaines au sein duquel il est fait mention :

- du montant du traitement versé chaque mois aux agents du service commun et des cotisations employeur qui y sont adossées ;
- du montant du forfait représentatif des frais généraux ;
- de la clé de répartition, mise à jour annuellement, du coût du service commun entre la commune d'Argentan, le CCAS d'Argentan et Terres d'Argentan Interco.

Les autres dépenses liées à l'action du service (3. et 4. de l'énumération prévue à l'article 1) donnent lieu à la tenue d'un tableau de bord alimenté régulièrement par la direction de la communication au sein duquel il est fait mention :

- de chaque dossier pour lequel le service commun est amené à concevoir et à mettre en œuvre des actions de communication ;
- de la ventilation budgétaire de chaque dossier (parmi les différents budgets portés par les trois personnes morales prenant part au service commun) ;
- par extraction du logiciel comptable à travers la mise en place d'une comptabilité analytique par dossier, du montant des dépenses de fonctionnement supportées pour chacun des dossiers.

### **article 3 : refacturation**

Les dépenses de personnel et le forfait représentatif des frais généraux donnent lieu mensuellement à une refacturation prise en charge par la direction financière sur la base du premier tableau de bord prévu à l'article 2.

Les dépenses liées à l'action du service donnent lieu, une fois par an lors de la clôture budgétaire, à une refacturation prise en charge par la direction financière sur la base du second tableau de bord prévu à l'article 2.

### **article 4 : mesure transitoire**

Les contrats de prestation de service conclus par la commune d'Argentan et relevant des dépenses décrites au 4. de l'article 1 sont conduits jusqu'à leur terme sans transfert à l'EPCI. Par conséquent, seules ces dépenses sont, à titre transitoire, portées directement par le budget communal sans truchement par la comptabilité du service commun.

### **article 5 : répartition du coût du service**

Le second paragraphe de l'article 4 de la convention relative à la création du service commun ainsi que les suivants sont modifiés comme suit :

Les dépenses du service commun sont réparties entre les parties signataires de la présente convention de la manière suivante :

1. pour les dépenses relevant des 1., 2., et 3. de l'énumération prévue à l'article 1 du présent avenant :
  - a. 49 % à la charge de la commune d'Argentan ;
  - b. 49 % à la charge de Terres d'Argentan Interco ;
  - c. 2 % à la charge du CCAS.
2. pour les dépenses relevant du 4. de l'énumération prévue à l'article 1 du présent avenant :
  - a. à la charge, respectivement, de chaque budget porteur des actions de communication, conformément au principe décrit aux articles 2 et 3 du présent avenant.